

Classes dirigeantes et laïcité



Pourquoi les classes dirigeantes sont-elles hostiles à la laïcité ?

Les événements qui ont frappé l'équipe de Charlie en janvier 2015 ont fait resurgir la question du droit fondamental et non négociable à l'expression libre dans une République. Mais en polarisant le problème sur un aspect spectaculaire et particulièrement révoltant de l'obscurantisme intégriste, les médias sont, pour la plupart, passés à côté du caractère permanent, structurel, du combat laïque dans nos sociétés. Essayons donc, à partir de quelques exemples tirés de l'Histoire et de l'actualité dans le monde, de percevoir le véritable enjeu de ce combat.

Au départ de l'idée laïque, il y a un principe simple selon lequel c'est « la raison » qui est seule à même de définir les lois qui cadrent la vie sociale. Notons immédiatement un point essentiel qui doit être inlassablement rappelé à la suite des derniers événements tragiques de Charlie : la pensée laïque ne méprise pas les modes de représentation portés par les discours religieux mais leur dénie simplement toute légitimité pour définir le lien politique dans la cité. Ensuite, cette faculté de raisonner pour construire le lien politique doit être garantie, protégée. Il y a donc un deuxième aspect important de l'idée laïque : la nécessité de séparer la sphère privée de la sphère publique et donc selon l'expression de Victor Hugo de vouloir l'« *Eglise chez elle et l'État chez lui* ». Cette séparation s'est concrétisée en France par la loi de décembre 1905 portée par A. Briand et J. Jaurès, qui assure la liberté de conscience dans notre pays et qui est largement soutenue et appréciée par la grande majorité des citoyens ayant des croyances et des pratiques religieuses. Enfin, pour conclure ce très rapide descriptif de la pensée laïque, il faut souligner son caractère émancipateur. Dans un cadre laïque — donc au sein d'institutions préservées de la seule logique de force et de pression des groupes dominants - l'individu a toute latitude pour s'affranchir de sa détermination sociale. Il devient décideur de son chemin dans un environnement pacifié. Ainsi, obsédé durant sa vie entière par cet horizon politique, Jaurès n'a cessé de mettre en évidence la nécessité de lier le combat laïque et le combat social.

XX^{ème} siècle : la phase progressive et la phase régressive

Il y a certes une certaine spécificité de la pensée laïque en France qui renvoie à l'impressionnante liste de philosophes et d'hommes politiques qui ont œuvré à sa théorisation et à sa mise en œuvre : Pascal, Descartes, les philosophes des lumières, Condorcet, Hugo, Jaurès… Et il faut évidemment inclure un journal comme Charlie hebdo dont il faut saluer ici la résistance devant toutes les tentatives d'intimidation dont il a été l'objet jusqu'aux événements tragiques de janvier. On peut considérer que dans la période qui va de l'après-guerre à la fin des années 70, le processus historique en Europe tend à la généralisation du modèle progressiste français : la plupart des nations européennes — même les vielles nations traditionnellement très catholiques comme l'Italie ou l'Espagne — séparent sur le plan institutionnel l'Église et l'État, les pratiques sociales se « libéralisent » (droit à l'avortement, droit au divorce, droit au blasphème…) et le

poids des obscurantismes religieux tend à s'amenuiser. Cette tendance se poursuit à notre époque dans quelques endroits du monde : ainsi depuis 2000 la Suède a instauré une séparation de l'État avec la religion luthérienne et la constitution de Bolivie de 2009 est de même nature séparatiste.

Mais c'est à cette période (fin des années 70) que se met en action au plan mondial un vaste mouvement régressif, déjà amorcé sur le plan économique par Von Hayek et la société du Mont Pèlerin (un lobby patronal et ultra-libéral) L'Opus Dei — une organisation d'extrême droite dont le but est de libérer le monde de trois fléaux « démoniaques » : le matérialisme, la libération de la femme et la laïcité !!! — prend le pouvoir au Vatican en 1976 par l'élection d'un des siens, le cardinal Woytila (Jean Paul II) Parallèlement, les « Frères musulmans », les salafistes saoudiens, les intégristes chiites, les intégristes israéliens engagent aussi une croisade contre la démocratie et la laïcité et commencent à polluer la société civile. En 1979, la CIA étasunienne, non contente d'avoir installé des dictatures en Amérique latine (Chili, Argentine) décide de financer et de former les intégristes talibans en Afghanistan. En 1979, les mollahs prennent le pouvoir en Iran. Et dix ans plus tard, point d'orgue de ce processus régressif sur le plan politique et religieux, le Consensus de Washington codifie la contre-révolution néo-libérale : privatisation de toutes les activités humaines, harmonisation sociale par le bas, libre-échange généralisé et nouvelle gouvernance mondiale.

Un invariant du combat laïque

Pourquoi faut-il mettre en regard ces deux formes de régression, celle d'ordre religieux du communautarisme intégriste et celle d'ordre politique de l'ultra-libéralisme ? Pour une raison simple, invariante et structurante et qu'il faut toujours garder à l'esprit dans le combat politique : il y a une convergence d'intérêts entre les forces néo-libérales (de droite ou de gauche) et les forces communautaristes et intégristes. D'une part la marchandisation des biens publics, la privatisation des profits ne peut se faire qu'en sous-traitant aux organisations religieuses la charité en lieu et place d'une réelle protection sociale solidaire. D'autre part les tensions communautaires divisent le corps social qui, occupé dans des revendications concurrentes victimaires, perd de vue la nature exacte de l'oppression dont il est l'objet.

Les printemps arabes

S'il fallait illustrer cet invariant, il n'y aurait pas de meilleurs exemples que ceux donnés par les printemps arabes de ces dernières années et les déceptions parfois cruelles qu'ils ont suscitées. Car que s'est-il passé en Egypte ? Parvenus au pouvoir par des élections imposées dans la hâte — et de surcroit largement falsifiées — les frères Musulmans ont immédiatement proclamé leur attachement à la poursuite des politiques libérales des dictatures renversées, voire même à en accélérer la mise en œuvre. C'est la fameuse collusion évoquée plus haut : ces dirigeants sont partie constituante de la classe dominante qui bénéficie du capitalisme néo-libéral. Le résultat est qu'ils ont vu dans un temps record leur crédibilité fondre mais ont prétendu rester au pouvoir par tous les moyens et ont été soutenus dans cette stratégie par les patrons nord-américains et évidemment leurs alliés fidèles du golfe (Arabie Saoudite et Qatar) et l'Union Européenne. En Tunisie, le combat a fait rage entre la collusion islamo-occidentale et le camp laïque, mais l'assassinat de deux députés de la gauche laïque et sociale du front populaire, Chokri Belaîd et Mohamed Brahmi, n'a pas empêché heureusement cette gauche de continuer sa lutte pour l'émancipation. Quant à la Libye où les armées des pays riches regroupées dans l'OTAN ont installé à la tête du pays des extrêmes-droites intégristes de l'islam politique, le premier mot de son président auto-proclamé fut d'appeler à la charia contre les femmes !

Les enjeux du combat laïque

Dans notre appréciation du rôle des religions il faut se garder de toute généralisation car chaque religion a eu ses moments de grandeur et ses moments méprisables. Mais il est légitime de rappeler que les formes théocratiques de gouvernement ont toutes deux caractéristiques communes qui justifient à elles-seules une grande vigilance dans le combat laïque. D'abord, elles accordent à la femme un statut d'infériorité et ensuite, elles entendent prendre le contrôle de l'éducation et de l'information. Ces grandes orientations prennent parfois des formes caricaturales. C'est le cas des odieux assassinats des journalistes de Charlie ou dans des pays comme l'Arabie Saoudite où très récemment, un jeune blogueur, Raif Badawi a été condamné en 2014 à mille coups de fouet, 1 million de riyals et dix ans de prison pour avoir créé un forum en ligne destiné au débat public ou encore au Bangladesh où de nombreux auteurs laïques ont été blessés ou tués (le blogueur Asif Mohiuddin, le professeur Humayun Azad et tout

récemment le scientifique Avijit Roy) Elles ont aussi leur traduction dans la société française ordinaire où par exemple, sous l'influence de l'église catholique, le nombre de lieux dévolus à l'IVG et à la contraception a considérablement diminué et où réapparaissent des propositions de loi anti-laïques pour autoriser le financement public de crèches confessionnelles. Quant au vaste débat sur l'école, on consultera avec profit l'excellent ouvrage d'Eddy Khaldy « Main basse sur l'école publique »

Gardons donc à l'esprit que le combat laïque est loin d'être terminé, qu'il exige de notre part une vigilance permanente qui ne peut se résumer à une manifestation — si sympathique soit-elle — à l'occasion d'un événement spectaculaire et médiatique et qu'il s'inscrit dans un processus global d'émancipation humaine.